

Arabie saoudite : l'habile réponse de MBS à l'affront de Donald Trump

Contourné sur le dossier iranien, bousculé par l'offensive américano-israélienne qu'il avait cherché à éviter, MBS n'a pas attendu pour reprendre la main : accords de défense avec l'Ukraine, diplomatie tous azimuts, autonomie stratégique revendiquée. Derrière l'affront trumpien, c'est une transformation de fond qui se dessine — celle d'une Arabie saoudite qui ne demande plus la permission, négocie dossier par dossier, et entend peser dans un Moyen-Orient en pleine recomposition selon ses propres termes.

[Michel Fayad](#)



Atlantico - Quelle est aujourd'hui la stratégie régionale de l'Arabie saoudite, notamment face aux tensions avec l'Iran et aux recompositions des alliances au Moyen-Orient ?

Michel Fayad : L'Arabie saoudite se retrouve aujourd'hui dans une position qu'elle a précisément cherché à éviter. MBS avait tout fait pour conjurer le scénario actuel : le rapprochement irano-saoudien signé sous l'égide de la Chine en 2023, les efforts de médiation dans le conflit yéménite, la neutralité soigneusement entretenue entre Washington et Pékin – tout cela visait à créer un environnement stable propice à Vision 2030. Ce que redoutait par-dessus tout le prince héritier, c'est précisément le chaos qui règne aujourd'hui dans la région : aucune transformation économique n'est possible sous la menace constante des missiles iraniens et des proxys de Téhéran. En janvier encore, MBS faisait pression sur [Trump](#) pour éviter une attaque contre l'Iran. Ce calcul a été balayé par l'offensive américano-israélienne du 28 février et la riposte iranienne qui a suivi.

La stratégie saoudienne actuelle est donc essentiellement défensive et conservatrice. Riyad condamne les frappes iraniennes sur son territoire, coordonne diplomatiquement une sortie de crise – les ministres des affaires étrangères d'Arabie saoudite, du Pakistan, d'Égypte et de Turquie se sont réunis à Islamabad pour tenter de réduire les tensions – et s'attache à préserver ce qui reste de ses voies d'exportation pétrolière. Avec le détroit d'Ormuz partiellement bloqué, le port de Yanbu sur la mer Rouge est désormais la dernière route disponible. Toute menace sur celle-ci serait un casus belli difficile à ignorer.

Sur le plan des alliances, Riyad pratique ce qu'on pourrait appeler une diplomatie « Saudi First » : ni alignement systématique, ni rupture, mais une quête de centralité dans un ordre international fragmenté. L'Arabie saoudite multiplie les partenariats pour s'imposer comme pivot régional indispensable plutôt que comme client d'un seul protecteur. Il faut toutefois garder les yeux ouverts : cette même Arabie Saoudite est, depuis les années 1970, le principal financeur du wahhabisme dans [le monde](#) – construction de mosquées, madrasas, formation d'imams à Riyad et à Médine. Ce que le prince héritier dit ou fait ne démantèle pas en un jour ce que des décennies de pétrodollars ont construit.

Les récents accords de défense conclus par Riyad avec l'Ukraine traduisent-ils une volonté d'émancipation vis-à-vis des États-Unis, ou s'inscrivent-ils plutôt dans une logique de diversification des partenariats stratégiques ?

M.-F. : Ces accords relèvent avant tout d'une logique de diversification circonstancielle, pas d'une rupture stratégique délibérée. La logique est d'abord opérationnelle : l'Ukraine dispose, après plus de trois ans de guerre, d'une expertise unique dans la neutralisation des drones Shahed – précisément les mêmes armes iraniennes qui ciblent aujourd'hui les infrastructures saoudiennes. Selon des responsables au fait du dossier, l'objectif explicite est d'aider Riyad à développer tous les composants de défense aérienne qui lui font actuellement défaut. Zelensky a confirmé qu'il s'agit d'une coopération sur dix ans, incluant des chaînes de production conjointes et la construction d'usines de défense dans les deux pays.

Mais au-delà de l'urgence opérationnelle, ces accords s'inscrivent dans l'ambition structurelle de Vision 2030 : localiser une part croissante des dépenses militaires et ne plus être un « client » captif des fournisseurs occidentaux. C'est une émancipation capacitaire, pas politique.

La réaction de Marco Rubio – qui a exprimé son regret de ne pas avoir été consulté – reflète moins un vrai différend stratégique qu'une susceptibilité procédurale. Riyad envoie pourtant un signal clair : l'Arabie saoudite de MBS ne demande plus la permission avant de prendre soin de sa propre sécurité. Ce n'est pas de l'émancipation au sens d'une rupture, c'est de l'autonomie d'exécution – ce qui est très différent. Les alliances ne sont plus exclusives : Riyad raisonne désormais en termes de gains opérationnels spécifiques, dossier par dossier.

Peut-on interpréter ces décisions comme une préparation à une montée des menaces sécuritaires ? L'Arabie saoudite souhaite-t-elle participer à la chute du régime iranien ?

M.-F. : Ces [décisions](#) constituent clairement une réponse à une vulnérabilité soudainement révélée au grand jour. Les attaques iraniennes ont touché les raffineries d'Aramco à Ras Tanura, des zones proches de Riyad, l'ambassade américaine sur le sol saoudien. Goldman Sachs a calculé qu'avec un détroit d'Ormuz bloqué jusqu'à fin avril, la production pétrolière baisserait de 12 % en Arabie saoudite, entraînant une chute de 3 % du PIB. Renforcer rapidement les capacités d'interception en recourant à l'expertise ukrainienne éprouvée en combat réel répond à un besoin immédiat.

En revanche, qualifier cette posture de volonté de participation à la chute du régime iranien serait aller trop vite. La stratégie de Riyad est celle du [confinement](#) des capacités offensives iraniennes — missiles, drones, proxys — mais pas nécessairement du *regime change* au sens d'une implication militaire directe. Pour autant, on se gardera de toute naïveté : l'Arabie Saoudite n'a aucune raison de pleurer un Iran effondré. La chute de la République islamique libérerait un espace stratégique que le monde sunnite — wahhabites, salafistes, takfiristes — est parfaitement organisé pour occuper. Riyad le sait, et ne s'en cache pas : son soutien à Joulani en Syrie, ancien d'Al-Qaïda et de Daesh devenu le nouveau maître de Damas, illustre sans ambiguïté sa volonté de voir l'islamisme sunnite combler le vide laissé par l'axe chiite. MBS veut un Iran contraint — mais si l'Iran s'effondre, Riyad sera en première ligne pour en recueillir les fruits stratégiques.

Au cours d'une intervention le 27 mars au forum FII Priority, devant de nombreux investisseurs internationaux, Donald Trump s'est moqué du prince héritier saoudien Mohammad ben Salmane avec une formule vulgaire. Dans quelle mesure, l'attitude de Donald Trump, les tensions diplomatiques avec Washington et la stratégie de MBS peuvent-elles durablement affecter l'alliance historique entre les deux pays ?

M.-F. : Les tensions actuelles traduisent une transformation de la relation plus qu'une rupture. On entre dans une phase de transactionnalisme pur : chaque dossier est désormais négocié pied à pied, les sermons moraux et les injonctions stratégiques sans contreparties ne sont plus acceptés. Mais les structures profondes de l'alliance – présence de bases américaines, ventes d'armements, convergence sur la stabilité énergétique et le *containment* iranien – restent trop imbriquées pour qu'un divorce soit envisageable.

Ce qui change, c'est le registre. Riyad passe du statut de partenaire-client à celui d'allié qui fixe ses propres conditions. Les frictions actuelles – le regret de Rubio sur les accords ukrainiens, le ton de Trump vis-à-vis de MBS – accélèrent cette évolution sans la provoquer : elle était déjà en cours depuis plusieurs années. L'Arabie saoudite n'accepte plus une relation hiérarchique, mais elle a besoin du pilier américain autant que Washington a besoin de la stabilité du Golfe.

C'est au fond un divorce impossible et un mariage de raison renégocié. Le temps de la « relation spéciale » fusionnelle est révolu, laissant place à un partenariat pragmatique où Riyad conserve le socle américain tout en développant des marges de manœuvre accrues. Mais il serait naïf de conclure à une simple friction passagère : la question de fond reste entière. Peut-on durablement compter sur un allié qui finance, via ses réseaux wahhabites, les idéologies qui menacent nos sociétés de l'intérieur ? C'est la contradiction que les gouvernements occidentaux – et la France en particulier – n'ont pas encore eu le courage de nommer clairement sans doute en raison de la dépendance commerciale de leurs complexes militaro-industriels.